

Sommaire

VI-03
RK11

Actualités

25 AGO 2015

Aperçu rapide, Pascal NGATSING, Aurélien MALLARET, Signature d'un avenant à la convention fiscale franco-allemande en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune p. 3, L'information en continu p. 5, Échos, communiqués et opinions p. 11, Agenda p. 11

Étude

page 13

- 277 Jean-Marc VIÉ - Toutes les propriétés bâties, mais seules les propriétés bâties, sont assujetties à la taxe foncière sur les propriétés bâties (CE 8^e et 3^e ss-sect., 16 févr. 2015)

Chroniques

page 18

- 278 Ludovic BERNARDEAU, Olivier PEIFFERT - Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (janv./mars 2015)
279 Renaud SALOMON - Droit pénal fiscal

Commentaires

page 33

FISCALITÉ DES PERSONNES

- 280 Mathieu FERRÉ - Sociétés de personnes : inopposabilité à l'associé imposé dans la catégorie des revenus fonciers d'une décision de gestion prise pour la détermination des BIC d'un autre associé (CE 8^e et 3^e ss-sect., 19 nov. 2014) - Conclusions Benoît BOHNERT

FISCALITÉ DES ENTREPRISES

- 281 Exercice de rattachement des produits. Notion de livraison. Référence à la « délivrance » prévue aux articles 1604 et 1606 du Code civil : oui, lorsque le contrat de vente ne comporte aucune clause de réserve de propriété (CE 9^e et 10^e ss-sect., 4 févr. 2015) - Conclusions Frédéric ALADJIDI
282 Patrick FUMENIER - Correction symétrique des bilans : précisions sur le cas de l'évaluation d'office des résultats de l'entreprise (CE 9^e et 10^e ss-sect., 26 nov. 2014) - Conclusions Frédéric ALADJIDI
283 Évaluation des titres non cotés : incidences de réserves du commissaire à la scission lors d'un apport antérieur (CE 3^e ss-sect., 10 déc. 2014)

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

- 284 Assujettissement à la TVA d'une autorité publique à raison de la location de stationnements de véhicules. Activité accomplie hors du cadre du régime juridique propre aux organismes de droit public : assujettissement (oui) (CE 10^e et 9^e ss-sect., 16 févr. 2015) - Conclusions Édouard CRÉPEY
285 Conditions d'application du taux réduit prévu en faveur des jeux forains aux attractions exploitées en dehors d'une fête foraine : cas du loto traditionnel (CE 3^e et 8^e ss-sect., 10 déc. 2014)

DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE

- 286 Emmanuelle TOPIN - Retenue à la source : comparabilité d'un fonds de pension américain à une caisse de retraite française pour l'appréciation d'une discrimination (oui) (TA Montreuil, 10^e ch., 16 déc. 2014)

FISCALITÉ INTERNATIONALE

- 287 Maxime BUCHET - Traitement fiscal d'une opération impliquant une société de droit étranger : exemple des sociedad de responsabilidad limitada de droit espagnol (CE 3^e et 8^e ss-sect., 2 févr. 2015) - Conclusions Vincent DAUMAS

PROCÉDURES FISCALES

- 288 Transferts de fonds à l'étranger non déclarés (CGI, art. 1649 A et 1649 quater A) : qualification de revenus d'origine indéterminée (oui) (CE 10^e et 9^e ss-sect., 4 févr. 2015) - Conclusions Aurélie BRETONNEAU
289 Invocation par le contribuable d'une source de droit étrangère : obligation pour le juge d'en vérifier l'application et de l'appliquer le cas échéant (oui) (CE 9^e et 10^e ss-sect., 4 févr. 2015)
290 Un arrêt du Conseil d'État constatant l'illégalité d'instructions fiscales, et non directement la non-conformité de la loi au droit de l'UE, peut-il constituer un événement au sens du c de l'article R.* 196-1 du LPF ? (TA Montreuil, 10^e ch., 16 déc. 2014)

INDEX

A

- Acte anormal de gestion
- Cession d'actions à prix minoré283
Administration fiscale
- Traitement automatisé de données...act. 250
Avis à tiers détenteur
- Notificationact. 256

B

- Bénéfices industriels et commerciaux
- Produits imposables.....281

C

- Chroniques
- Droit pénal fiscal.....279
- Jurisprudence de la CJUE278
Comptes détenus à l'étranger non déclarés
- Présomption de revenus (CGI, art. 1649 A et 1649 quater A).....288
Conventions internationales
- Allemagne.....act. 245
Cour de justice de l'Union européenne
- Jurisprudence278

D

- Donations
- Exonérationsact. 249
Droit de l'Union européenne
- Fiscalité directe278
- Liberté de circulation des capitaux286
- Liberté d'établissementact. 253
Droit pénal fiscal
- Jurisprudence de la Cour de cassation279

E

- Espace économique européen
- Libre prestation de servicesact. 254
Évaluation des biens
- Titres de sociétés non cotées283

G

- Groupes de sociétés
- Plus et moins-values de cession d'éléments d'actif immobilisée entre sociétés du groupeact. 260

O

- OCDE
- Plan BEPS.....act. 259

P

- Preuve fiscale
- Administration de la preuve.....act. 255

R

- Rapports
- OCDEact. 258
- TRACFINact. 257
Réclamation au service des impôts
- Délai290
Réductions d'impôt
- Dons des particuliers.....act. 247
- Souscriptions en numéraire au capital d'entreprises de presse.....act. 246

Suite de l'index page suivante >

Actualités

page 3

Aperçu rapide, François VEUILLOT, Les prélèvements sociaux (CSG/CRDS) pourraient-ils être déductibles du revenu imposable ? p. 3, Aperçu rapide, Déduction exceptionnelle de 40 % en faveur des biens éligibles à l'amortissement dégressif (+ suramortissement *) p. 5, L'information en continu p. 8, Échos, communiqués et opinions p. 12, Bibliographie p. 13, Agenda p. 13

Étude

page 15

291 Thomas JACQUEMONT - Les effets d'une décision QPC sur le droit de réclamation

Chronique

page 23

292 Philippe LE GAND - Bibliographie fiscale

Commentaires

page 38

FISCALITÉ DES ENTREPRISES

293 Daniel BOUCHER - Dans quel délai une société peut-elle souscrire une déclaration spéciale rectificative de crédit d'impôt recherche ? (CAA Versailles, 3^e ch., 3 mars 2015) - Conclusions Bruno COUDERT

IMPÔTS LOCAUX

294 Aurélie RALKOS - Taxe foncière sur les propriétés bâties : détermination du redevable lorsque des biens ont été construits par un établissement public sur des terrains mis à sa disposition par une autre personne publique (CE 8^e et 3^e ss-sect., 28 janv. 2015) - Conclusions Nathalie ESCAUT

295 Activités imposables : l'activité de production d'électricité par un établissement public local est une exploitation à caractère lucratif (CE 9^e et 10^e ss-sect., 22 sept. 2014) - Conclusions Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON

ENREGISTREMENT

296 Évaluation des immeubles : l'inégalité d'accès au fichier immobilier entre l'Administration et le contribuable ne peut être invoquée comme contrevenant à l'égalité des armes protégée par la Convention EDH (Cass. com., 25 nov. 2014)

FISCALITÉ INTERNATIONALE

297 Alexandre MAITROT DE LA MOTTE - Les sportifs non-résidents et la retenue à la source de l'article 182 B : la saison n'est pas finie (CE 3^e et 8^e ss-sect., 17 févr. 2015) - Conclusions Emmanuelle CORTOT-BOUCHER

PROCÉDURES FISCALES

298 Olivier DEBAT - Délai décennal de reprise et notion d'instance devant les tribunaux (CE 10^e et 9^e ss-sect., 30 déc. 2014)

299 Olivier LEMAIRE - Abus de droit et apport-cession : réinvestissement effectif d'une part significative du produit de la cession des titres dans une activité économique (non en l'espèce) (CAA Paris, 5^e ch., 12 mars 2015)

25 A60 2015

INDEX

A

Abus de droit
- Apport-cession 299
Administration fiscale
- Traitement automatisé de données...act. 264

B

Bénéfices industriels et commerciaux
- Déductions diversesact. 263
Bibliographie
- Chronique..... 292

C

Chroniques
- Bibliographie fiscale 292
Comité de la TVA
- Documentation.....act. 281
Constitution
- Question prioritaire de constitutionnalité. 291
Contribution économique territoriale
- Cotisation foncière des entreprises (CFE).act. 282
Crédits d'impôt
- Recherche 293

D

Droit de l'Union européenne
- Directive rassemblement de capitaux.....act. 273
- Impositions intérieuresact. 275
- Liberté de prestation de services 297
- Liberté d'établissementact. 274

E

Évaluation des biens
- Immeubles 296

I

Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux
- Paiementact. 282
Impôt sur le revenu
- Déclarationact. 265

J

Juridiction administrative
- Compétence.....act. 276

P

Prélèvements sociaux
- Déductibilité du revenu imposable ...act. 262
Prescription de l'action de l'Administration
- Délai 298
Prix de transfert
- Déclarationact. 280
Projets
- Mesures en faveur de l'accélération de l'investissement et de l'activité.....act. 278

R

Rapports
- Fiscalité agricoleact. 279
Réclamation au service des impôts
- Délaiact. 277, 291

Suite de l'index page suivante >

Sommaire

VI-03
Rk11



25 AGO 2015
page 2

Actualités

Aperçu rapide, Arnaud de BISSY, *La décision d'annulation par une société de ses propres titres initialement rachetés pour être cédés est une cession* ! p. 2, Aperçu rapide, Ludovic BERNARDEAU, *Récupération des pertes de filiales étrangères, Un effet Papillon dans l'ombre de Marks & Spencer ou l'obscurité clarté (de la Cour de justice) devant le Conseil d'État* ? p. 4, Aperçu rapide, Catherine CASSAN, *Des documents illégalement saisis ne peuvent pas servir à établir une imposition* p. 6, L'information en continu p. 8, Échos, communiqués et opinions p. 15, Agenda p. 16

Études

page 17

- 300 Alexandre LAGARRIGUE, Katia GRUZDOVA - Restructuration de la dette des entreprises en difficulté : quelques considérations fiscales
- 301 Frédéric DOUET - Location meublée et pacte Dutreil : l'eau civile et l'huile fiscale
- 302 Michel ZUIN - Une nouvelle profession réglementée : le monteur en défiscalisation outre-mer
- 303 Thierry SAINT-BONNET - L'expertise des articles 1651 M et 1653 BA du CGI, (et retour sur l'article L. 103 A du LPF)

Commentaires

page 37

FISCALITÉ DES ENTREPRISES

- 304 Martial CHADEFEAUX - L'application de l'article 151 septies dans les sociétés de personnes, ou comment mesurer la taille de ce qui est transparent ? (CE 3^e et 8^e ss-sect., 17 févr. 2015) - *Conclusions Emmanuelle CORTOT-BOUCHER*
- 305 Antoine MARMIER - Pas de décision de gestion en l'absence de faculté juridique d'option (inscription de biens, initialement portés à leur valeur comptable, à leur valeur vénale) (TA Montreuil, 1^{re} ch., 23 févr. 2015)
- 306 Bruno SIBILLI - Taux réduit de 15 % : appréciation du chiffre d'affaires d'une société de vente volontaire aux enchères publiques de meubles (TA Paris, 1^{re} sect., 2^e ch., 21 nov. 2014)
- 307 Imposition forfaitaire annuelle des établissements de crédit : détermination de l'assiette selon les règles du Comité de la réglementation bancaire (TA Montreuil, 1^{re} ch., 23 févr. 2015) - *Conclusions Antoine MARMIER*
- 308 Patrick FUMENIER, Clara MAIGNAN - Peut-on déroger à une convention d'intégration ? (CAA Versailles, 3^e ch., 30 déc. 2014) - *Conclusions Bruno COUDERT*

IMPÔTS LOCAUX

- 309 Cotisation minimum : appréciation du chiffre d'affaires d'une société de vente volontaire aux enchères publiques de meubles (TA Paris, 1^{re} sect., 2^e ch., 21 nov. 2014)

PROCÉDURES FISCALES

- 310 Proposition de rectification : notification à l'adresse de résidence effective en cas de fictivité du domicile indiqué par le contribuable (oui) (CE 3^e et 8^e ss-sect., 3 déc. 2014)
- 311 Bruno SIBILLI - Précisions sur la nature juridique et le régime contentieux des frais de poursuite (TA Paris, 1^{re} sect., 2^e ch., 16 déc. 2014)

Sommaire

VI-03
Rk11
25 AGO 2015



Actualités

page 2

Aperçu rapide, Jennifer PILLOT, Laurent LECLERCQ, Anne-Marie MERLE, Le régime de groupe serait-il touché par le « syndrome du silo » ? p. 2, L'information en continu p. 5, Échos, communiqués et opinions p. 13, Agenda p. 14

Étude

page 15

- 312 Laurent BENOUDIZ - Pas de bal tragique au Comité de l'abus de droit : la cession d'usufruit temporaire n'est pas morte !

Commentaires

page 23

FISCALITÉ DES ENTREPRISES

- 313 Crédit d'impôt recherche : inclusion dans l'assiette du versement transport et de la taxe spéciale sur les contributions patronales de prévoyance (non) (TA Montreuil, 1^{re} ch., 23 févr. 2015)
- 314 Sandrine QUILICI - Cession d'usufruit temporaire : de la réalité juridique à la réalité fiscale (CE 8^e et 3^e ss-sect., 16 févr. 2015)

ENREGISTREMENT

- 315 Exonération partielle de DMTG en faveur de la première transmission d'immeubles dont la propriété est reconstituée au plus tard le 31 décembre 2017 : commentaires administratifs (BOI ENR-DMTG-10-20-30-140, 3 avr. 2015, BOI ENR-DMTG-20-20-20, 3 avr. 2015)

IMPÔT SUR LA FORTUNE

- 316 Droits sociaux. Redevable percevant un pourcentage des recettes de la société qu'il dirige (Cass. com., 17 mars 2015)

DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE

- 317 Allard de WAAL, Perrine LEGENDRE - Liberté de circulation des capitaux et organismes objectivement comparables : le Conseil d'État propose une grille de lecture (CE 9^e et 10^e ss-sect., 30 déc. 2014) - Conclusions Frédéric ALADJIDI

FISCALITÉ INTERNATIONALE

- 318 Antoine MARMIER - Intérêts versés à une société française par son établissement stable étranger : imposition uniquement en France s'ils ne sont pas imputables à l'établissement stable (TA Montreuil, 1^{re} ch., 9 févr. 2015)

PROCÉDURES FISCALES

- 319 Conformité à la Constitution de la limitation dans le temps de la période de répétition en cas de réouverture du délai de réclamation (rég. antérieur à 2013) (CE 8^e et 3^e ss-sect., 17 avr. 2015) - Conclusions Nathalie ESCAUT
- 320 Communication au contribuable des documents obtenus de tiers : mode opératoire lorsque les services fiscaux ne détiennent ni originaux ni copies (CE 9^e et 10^e ss-sect., 18 mars 2015, CE 8^e et 3^e ss-sect., 27 mars 2015) - Conclusions Frédéric ALADJIDI
- 321 Action en restitution fondée sur la non-conformité de la règle de droit à une règle supérieure (rég. anc.) : impositions payées pendant la période répétitive quelle que soit la date de leur fait générateur (CE 3^e et 8^e ss-sect., 6 mars 2015) - Conclusions Vincent DAUMAS
- 322 QPC sur la responsabilité solidaire du dirigeant d'une société (LPF, art. L. 267) (nouveau refus de transmission) (Cass. com., 16 avr. 2015)
- 323 Un arrêt de la CJUE invalidant une décision de la Commission sur la compatibilité avec le droit de l'UE d'un régime d'aide d'État peut-il révéler directement la non-conformité ? (rég. antérieur à 2013) (CE 8^e et 3^e ss-sect., 17 avr. 2015)
- 324 Délai de réclamation : application du LPF pour les taxes parafiscales recouvrées comme la TVA (CE 8^e et 3^e ss-sect., 17 avr. 2015)

Sommaire

VI-03
RK11

25 AÛT 2015 page 3

Actualités

L'information en continu p. 3, Bibliographie p. 12, Agenda p. 12

Études

page 14

- 325 *Yolande SÉRANOUR* - La notion d'assujetti à la TVA
326 *Emmanuel RAINGEARD DE LA BLÉTIÈRE* - L'échange des rescrits et des accords préalables en matière de prix de transfert : bientôt une réalité dans l'UE ?

Rapport

page 28

- 327 Comité de l'abus de droit fiscal : avis rendus au cours de la séance du 6 mars 2015

Commentaires

page 33

FISCALITÉ DES PERSONNES

- 328 *Charles MÉNARD, Laurence AVRAM-DIDAY, Morgan VAIL* - Exonération des suppléments de rémunération au titre de séjours à l'étranger (CGI, art. 81 A, II) : la leçon de syntaxe et de vocabulaire du Conseil d'État (CE plén. fisc., 10 avr. 2015) - *Conclusions Frédéric ALADJIDI*
329 *Ariane MONTELL, Julie BÉGUIER* - Le traitement fiscal d'une moins-value constatée dans le cadre d'une cession de valeurs mobilières à l'intérieur d'un groupe familial (CE 9^e et 10^e ss-sect., 4 févr. 2015) - *Conclusions Frédéric ALADJIDI*

FISCALITÉ DES ENTREPRISES

- 330 *Antoine MARMIER* - Incompatibilité de la méthode comptable de l'avancement avec la règle fiscale de l'article 38, 2 bis du CGI (TA Montreuil, 1^{er} ch., 13 avr. 2015)
331 *Antoine MARMIER* - Contribution exceptionnelle sur l'IS (CGI, art. 235 ter ZAA) : seuil d'assujettissement d'une société étrangère (TA Montreuil, 1^{er} ch., 13 avr. 2015)
332 *Alexandre GUILLEMONAT, Olivier RAMOND* - Taux d'intérêt dans les prêts intragroupe : reconnaissance jurisprudentielle de la notion de garantie implicite en droit interne, à propos de l'arrêt Stryker de la CAA de Bordeaux (CAA Bordeaux, 3^e ch., 2 sept. 2014)

IMPÔTS LOCAUX

- 333 *Aurélie RALKOS* - Dégrèvement de taxe foncière pour vacance (CGI, art. 1389, III) et logement social : l'autorisation de démolir ne peut se déduire du seul permis de démolir (CE 8^e et 3^e ss-sect., 28 janv. 2015)
334 Exonération des sociétés coopératives et de leurs unions qui interviennent directement dans la fabrication du vin (CE 9^e et 10^e ss-sect., 15 avr. 2015)

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

- 335 Déduction de la TVA ayant grevé les frais de cession de titres de participation d'une société holding mixte : précisions sur le régime d'administration de la preuve du caractère déductible (CE 10^e et 9^e ss-sect., 4 févr. 2015) - *Conclusions Aurélie BRETONNEAU*

TAXES DIVERSES

- 336 En cas de construction irrégulière, le constructeur redevable de la taxe locale d'équipement est la personne ayant ordonné la réalisation des travaux (CE 9^e et 10^e ss-sect., 1^{er} avr. 2015)

PROCÉDURES FISCALES

- 337 Renvoi d'une QPC sur le champ d'application de l'abattement sur les revenus distribués par les sociétés soumises à l'IS (CE 8^e et 3^e ss-sect., 10 avr. 2015) - *Conclusions Benoît BOHNERT*
338 Renvoi d'une QPC sur l'imposition des plus-values latentes acquises sous le régime des SIIC (CE 3^e et 8^e ss-sect., 29 avr. 2015) - *Conclusions Vincent DAUMAS*
339 Conformité à la Constitution de l'article 156, I, 1^o du CGI prévoyant la limitation de l'imputation des déficits agricoles sur le revenu global (CE 9^e et 10^e ss-sect., 8 avr. 2015) - *Conclusions Frédéric ALADJIDI*

INDEX

A

- Abus de droit**
- Avis du Comité de l'abus de droit fiscal...327
Acte anormal de gestion
- Taux d'intérêt dans les prêts intragroupe...332
Administration fiscale
- Traitement automatisé de données.act. 320, 321

B

- Bénéfices industriels et commerciaux**
- Détermination du bénéfice imposable.....330

C

- Comité de l'abus de droit fiscal**
- Avis327
Constitution
- Question prioritaire de constitutionnalité...337, 338, 339
Contribution exceptionnelle sur l'IS (CGI, art. 235 ter ZAA)
- Seuil d'assujettissement331

D

- Droit de l'Union européenne**
- Échange automatique et obligatoire d'information326
- Liberté d'établissementact. 329
- Privilèges et immunités de l'Union européenne.....act. 330

I

- Impôt sur les sociétés**
- Détermination du résultat imposable332

M

- Mécénat d'entreprise**
- Déduction spéciale au titre des dépenses d'acquisition d'œuvres d'artistes vivants..act. 324

O

- OCDE**
- Plan d'action BEPSact. 333

P

- Plus-values immobilières**
- Assietteact. 323
Plus-values sur cession de valeurs mobilières
- Imputation des moins-values329
Prix de transfert
- Taux d'intérêt dans les prêts intragroupe...332
Projets
- Loi pour la croissance et l'activité....act. 332

R

- Rapports**
- CICEact. 334
Réductions d'impôt
- Investissements immobiliers locatifs (dispositif « Scellier »).....act. 322
Régimes d'imposition
- Régime simplifié d'imposition (TVA) .act. 326
Revenus fonciers
- Régimes particuliersact. 322

Suite de l'index page suivante >

Sommaire

VI.03
Rk 11

Actualités

page 2

Aperçu rapide, *Mirouna VERBAN, Fabrice MURCY, Fusion rétroactive et régime mère-fille : une maternité involontaire* Joyeusement assumée p. 2, L'information en continu p. 4, Échos, communiqués et opinions p. 15, Bibliographie p. 18, Agenda p. 19

Chronique

page 20

396 *Claire ACARD* - Fiscalité financière

25 A60 2015

Commentaires

page 42

FISCALITÉ DES PERSONNES

397 Commentaires administratifs du crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) (BOI IR-RICI-280-10-30, 22 avr. 2015)

398 Indemnité transactionnelle suite à la prise d'acte de la rupture du contrat de travail par le salarié : exonération si la prise d'acte est assimilable à un licenciement sans cause réelle et sérieuse (CE 9^e et 10^e ss-sect., 1^{er} avr. 2015)

FISCALITÉ DES ENTREPRISES

399 *Régis TORLET, Margaux BOIVIN* - Marges arrière : on déstocke ! (CE 9^e et 10^e ss-sect., 4 févr. 2015) - *Conclusions Frédéric ALADJIDI*

400 *Emmanuel KORNPORST* - Plus-values professionnelles : année de rattachement en cas de contrat avec effet rétroactif (CE 8^e et 3^e ss-sect., 6 mai 2015)

IMPÔTS LOCAUX

401 Surface à retenir pour le calcul de la valeur locative servant de base à la taxe foncière sur les propriétés bâties. Incidence de la loi du 18 décembre 1996 dite « loi Carrez » (non) (CE 8^e et 3^e ss-sect., 27 mars 2015) - *Conclusions Nathalie ESCAUT*

402 Exonération permanente des propriétés des grands ports maritimes : commentaires administratifs (BOI IF-TFB-10-50-15, 3 juin 2015)

403 Notion de suspension d'activité (CGI, ann. II, art. 310 HT). Cas d'une centrale thermique n'étant plus à même d'assurer, en cas de besoin et instantanément, l'apport de sa production au réseau de distribution d'électricité (CE 9^e et 10^e ss-sect., 25 févr. 2015)

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

404 Assujettissement à la TVA des interprètes-traducteurs collaborateurs du service public de la justice (CE 3^e et 8^e ss-sect., 6 mars 2015) - *Conclusions Vincent DAUMAS*

405 Nouveaux critères d'exonération des opérations afférentes aux navires de commerce maritime (BOI TVA-CHAMP-30-30-30-10-10, 12 mai 2015)

RÉGIMES PARTICULIERS

406 Achat en vue de la revente : remise en cause du régime de l'article 1115 du CGI (Cass. com., 3 mars 2015)

DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE

407 *Laurent LECLERCQ, Pauline TRÉDANIEL* - Déduction des pertes transfrontalières et liberté d'établissement : retour à la case départ ? À propos de l'arrêt du Conseil d'État du 15 avril 2015, *Sté Agapes* (CE 9^e et 10^e ss-sect., 15 avr. 2015) - *Conclusions Émilie BOKDAM-TOGNETTI*

FISCALITÉ INTERNATIONALE

408 Régime des clauses des conventions internationales octroyant des crédits d'impôt « forfaitaires ». Chine : exigence d'un impôt supporté dans cet État (non). Turquie et Inde : exigence d'un impôt supporté dans ces États ou d'une exonération prévue par leur législation (oui) (CE 9^e et 10^e ss-sect., 25 févr. 2015) - *Conclusions Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON*

PROCÉDURES FISCALES

409 Conformité à la Constitution de l'assiette de la taxe de risque systémique (CE 8^e et 3^e ss-sect., 20 mai 2015) - *Conclusions Nathalie ESCAUT*

Sommaire

VI-03
RK 11

Actualités

L'information en continu p. 3, Échos, communiqués et opinions p. 6, Bibliographie p. 7

Rapport

- 410 Sécurité juridique et initiative économique – Rapport établi par le Club des juristes

Commentaires

page 34

FISCALITÉ DES ENTREPRISES

- 411 Daniel BOUCHER - CIR : la jurisprudence SAS Falguière Conseil, un feuillet fiscal à multiples rebondissements (TA Paris, 1^{re} sect., 2^e ch., 23 déc. 2014, CAA Paris, 2^e ch., 10 déc. 2014) - Conclusions Bruno SIBILLI
- 412 Patrick FUMENIER - Commentaires administratifs provisoires du nouveau régime d'intégration fiscale horizontale (BOI IS-GPE-20-20-20-20, 6 mai 2015)
- 413 Caractère d'immobilisation incorporelle pour une licence de logiciel, et condition à laquelle celle-ci peut être dissociée de l'équipement auquel elle se rattache (CE 9^e et 10^e ss-sect., 1^{er} avr. 2015)

IMPÔTS LOCAUX

- 414 Jean-Luc PIERRE - Caractère d'immobilisation incorporelle pour une licence de logiciel, et condition à laquelle celle-ci peut être dissociée de l'équipement auquel elle se rattache (CE 9^e et 10^e ss-sect., 1^{er} avr. 2015) - Conclusions Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON
- 415 Dégrèvement en faveur des entreprises d'armement au commerce (rég. anc.) : précisions sur l'obligation de publication des contrats d'affrètement (CE 9^e et 10^e ss-sect., 4 févr. 2015)

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

- 416 Michel GUICHARD, Ruthy ZAGHDOUN - TVA et manifestations sportives : le match n'est pas fini (CE 9^e et 10^e ss-sect., 15 avr. 2015) - Conclusions Émilie BOKDAM-TOGNETTI

ENREGISTREMENT

- 417 Paiement différé et fractionné des droits d'enregistrement : précisions administratives (BOI REC-GAR-10-20-40, 3 avr. 2015)

PROCÉDURES FISCALES

- 418 Renvoi d'une QPC sur l'entrée en vigueur de la limitation de la déductibilité des moins-values sur titres de participation cédés dans les deux ans d'un apport (CE 9^e et 10^e ss-sect., 7 mai 2015) - Conclusions Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON
- 419 Régis TORLET, Arnaud TAILFER - Documents obtenus irrégulièrement par l'autorité judiciaire : un droit de communication de l'Administration ne remet plus les compteurs à zéro ! (CE 9^e et 10^e ss-sect., 15 avr. 2015) - Conclusions Frédéric ALADJIDI
- 420 André BONNET - Renvois préjudiciels au juge judiciaire. Le juge administratif est compétent pour interpréter une convention collective à laquelle renvoie la loi, Une jurisprudence battue en brèche par le pouvoir réglementaire dès son adoption ? (CE 9^e et 10^e ss-sect., 23 janv. 2015)
- 421 Compétence juridictionnelle en cas de procédure collective : clarification de la ligne de partage entre juge de la procédure collective et juridiction administrative (T. confl., 13 avr. 2015) - Conclusions Bertrand DACOSTA

25 A60 2015

page 3

page 9

INDEX

A

- Actif immobilisé
- Actifs incorporels413
- Aides d'État
- Concurrence fiscale dommageable...act. 372

C

- Constitution
- Question prioritaire de constitutionnalité.418
- Contentieux du recouvrement
- Compétence421
- Crédits d'impôt
- Recherche411

D

- Droit de communication
- Information des contribuables sur les renseignements obtenus de tiersact. 369
- Portée419
- Droit de l'Union européenne
- Liberté d'établissementact. 366, 367
- Libre prestation de serviceact. 368
- Droits d'enregistrement
- Paiement fractionné et différé.....417

E

- Enregistrement
- Droit fixe de 125 €act. 363

G

- Groupes de sociétés
- Intégration fiscale horizontale412

J

- Juridiction administrative
- Compétence420

P

- Projets
- Mesures favorisant l'emploi dans les TPE et les PMEact. 370

R

- Rapports
- Sécurité juridique et initiative économique410
- Réductions d'impôt
- Investissements outre-meract. 365
- Rescrits
- Aides d'Étatact. 372
- Revenus fonciers
- Régimes particuliersact. 361

T

- Taxe foncière sur les propriétés bâties
- Exonérations temporaires.....act. 362
- Taxe professionnelle
- Base d'imposition414
- Dégrèvements415
- Taxe sur la valeur ajoutée
- Base d'impositionact. 364
- Exonérations416

V

- Valeur locative des immeubles
- Révision.....act. 371

Sommaire

VI-03

RK 11

25 AGO 2015

Actualités

page 3

L'information en continu p. 3, Échos, communiqués et opinions p. 6, Bibliographie p. 7

Étude

page 8

422 *Errol M. TONI* - Quelques réflexions suite à l'entrée en vigueur du tarif extérieur commun de la CEDEAO

Rapport

page 14

423 Rapport public 2015 du Conseil d'État

Commentaires

page 23

FISCALITÉ DES PERSONNES

424 Réduction d'impôt Pinel : précisions administratives (BOI IR-RICI-360-60, 11 juin 2015)

FISCALITÉ DES ENTREPRISES

425 *Thomas JACQUEMONT* - Amortissement des dépenses de fonctionnement exposées dans des opérations de recherche : l'utilisation du BOFIP en question (CE 8^e et 3^e ss-sect., 6 mai 2015)

IMPÔTS LOCAUX

426 *Emmanuel KORNPBST* - Territorialité de la taxe professionnelle et de la contribution économique territoriale (CE 9^e et 10^e ss-sect., 20 mai 2015)

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

427 *Carine PAUL* - Portée de l'incompatibilité avec le droit de l'UE du régime de TVA applicable avant 2010 aux cessions de terrains à bâtir (CE 8^e et 3^e ss-sect., 27 mars 2015) - *Conclusions Nathalie ESCAUT*

ENREGISTREMENT

428 Exonération en faveur des donations de terrains à bâtir et de logements neufs n'ayant jamais servi : commentaires administratifs (BOI CF-INF-20-30, 13 mai 2015, BOI ENR-DMTG-20-20-20, 13 mai 2015)

429 Cession d'entreprise : la prise en charge des congés payés dus par le cédant s'ajoute au prix de cession (Cass. com., 27 mai 2015)

TAXES DIVERSES

430 *Delphine BOUCHET* - Le rapport d'assujettissement à la taxe sur les salaires est dissocié du prorata de déduction de la TVA (CE 9^e et 10^e ss-sect., 15 avr. 2015) - *Conclusions Frédéric ALADJIDI*

431 Redevance pour création de bureaux en Île-de-France : assujettissement en cas de transformation d'un garage attenant à une maison d'habitation en local à usage de bureau (oui) (TA Melun, 3^e ch., 20 nov. 2014) - *Conclusions Dominique LALANDE*

432 Taxe locale d'équipement : précision sur la qualité de redevable (TA Melun, 3^e ch., 6 nov. 2014)

PROCÉDURES FISCALES

433 Conformité à la Constitution de l'absence d'exonération d'impôt sur le revenu des salariés « impatriés » employés par des établissements publics de santé (CE 8^e et 3^e ss-sect., 20 mai 2015) - *Conclusions Benoît BOHNERT*

434 Déclaration d'inconstitutionnalité avec effet différé : possibilité pour le juge d'écarter la loi pour incompatibilité avec une convention ou le droit de l'Union européenne (oui) (CE 8^e et 3^e ss-sect., 10 avr. 2015) - *Conclusions Benoît BOHNERT*

435 La demande au juge de l'impôt n'est recevable que si la réclamation préalable était fondée sur un motif relevant de la compétence de ce juge (LPF, art. L. 281, 2^e) (CE 8^e et 3^e ss-sect., 10 avr. 2015) - *Conclusions Benoît BOHNERT*

436 *Jean-Pierre MAUBLANC* - Le contentieux de la régularité de la signature et de la notification des avis à tiers détenteur devant le juge de l'exécution (Cass. com., 14 avr. 2015)

437 Convention EDH : incompatibilité du champ d'application de la contribution sur les boissons dites énergisantes (CGI, art. 1613 bis A) avec le principe de non-discrimination (CE 8^e et 3^e ss-sect., 10 avr. 2015)

438 Voies et délais de recours en contentieux du recouvrement : la décision du chef de service doit mentionner si la juridiction compétente est le juge administratif ou le juge judiciaire (CE 8^e et 3^e ss-sect., 10 avr. 2015)



A

Amortissements

- Dépenses de fonctionnement liées à des opérations de recherche scientifique ou technique425

C

Conseil d'État

- Rapport public 2015423

Constitution

- Question prioritaire de constitutionnalité.433, 434

Consultations publiques

- Transparence fiscale.....act. 386

Contentieux du recouvrement

- Recevabilité des moyens nouveaux devant le juge de l'exécution.....436

- Recours devant le juge de l'impôt ..435, 438

- Régularité en la forme des avis à tiers détenteur436

Contribution économique territoriale (CET)

- Territorialité426

- Cotisation foncière des entreprises (CFE),act. 374

Convention européenne des droits de l'homme

- Application combinée du principe de non-discrimination et du droit au respect des biens (art. 14 et 1P1)437

Cour administrative d'appel

- Compétence.....act. 381

D

Donations

- Exonérations428

Douanes

- Tarif extérieur commun (TEC)422

Droit de l'Union européenne

- Liberté de circulation des travailleurs.....act. 379

Droits de mutation à titre onéreux

- Fonds de commerce.....429

I

Impôt sur le revenu

- Exonérations433

- Recouvrementact. 383

P

Prélèvement sur le produit des jeux dans les casinos

- Barème.....act. 373

- Obligations du redevable.....act. 373

Projets

- Plan d'action pour une fiscalité des entreprises plus juste et plus efficace au sein de l'UE.....act. 386

Provisions

- Provisions pour dépréciation.....act. 375

R

Rapports

- Rapport public 2015 du Conseil d'État ...423

Redevance pour création de bureaux en Île-de-France

- Exonérations431

Suite de l'index page suivante >

Sommaire

VI-03

RK11



25 A60 2015

Actualités

page 3

L'information en continu p. 3, Échos, communiqués et opinions p. 10

Actes de colloque

page 13

- 439 *Xavier CABANNES* - Le rescrit fiscal, Actes du colloque organisé le 4 mai 2015 à l'université Paris Descartes
- 440 *Xavier CABANNES* - Le rescrit fiscal : propos introductifs
- 441 *Michel BOUVIER* - Sécurité fiscale et « accords fiscaux préventifs »
- 442 *Camille ANDRÉ-MARGUERITE, Pierre ESTRABAUD, Mathilde GACHET, Julien SUEUR, Henri-Louis TAVERON* - La définition du rescrit en matière fiscale
- 443 *Jean-Luc BARÇON-MAURIN* - L'action de l'administration fiscale en matière de rescrits
- 444 *Charles MÉNARD* - Rescrits et fiscalité directe
- 445 *Élisabeth ASHWORTH, Jean-Claude BOUCHARD* - La pratique du rescrit en matière de TVA
- 446 *Marc WOLF* - TVA et rescrits fiscaux : témoignage
- 447 *Alexandre MAITROT DE LA MOTTE* - L'Union européenne et les décisions anticipées en matière fiscale
- 448 *Patrick MICHAUD* - Le rôle de l'OCDE dans l'encadrement des décisions anticipées en matière fiscale
- 449 *Patricia GUDINO* - The ruling process in Luxembourg : what changes in 2015 with the new legislation ?
- 450 *Jean-Luc ALBERT* - Le cas du rescrit douanier
- 451 *Thierry LAMBERT* - Conclusion : le rescrit, une idée à cultiver

Études

page 51

- 452 *Emmanuel RAINGEARD DE LA BLÉTIÈRE* - Les décisions individuelles à la lumière des aides d'État : coup de projecteur sur un risque méconnu
- 453 *Laurent LECLERCQ, James du PASQUIER* - Aides d'État à caractère fiscal : mieux comprendre pour mieux se défendre, À propos des entreprises multinationales ayant bénéficié de rulings

INDEX

A

Aides d'État

- Coup de projecteur sur un risque méconnu 452
- Remboursement 453

C

Colloques

- Le rescrit fiscal 439

Comptes courants d'associés

- Déductibilité des intérêts d'emprunt act. 389

Constitution

- Question prioritaire de constitutionnalité act. 402, 403, 404

Contribution économique territoriale (CET)

- Cotisation foncière des entreprises (CFE) act. 388

Crédits d'impôt

- Compétitivité emploi act. 390
- Jeux vidéo act. 393
- Musique act. 394

F

Fusions

- Régime de faveur act. 392

G

Groupes de sociétés

- Obligations déclaratives act. 391

I

- Impôt sur le revenu act. 388

Impôt sur les sociétés

- Crédits d'impôt act. 393
- Obligations déclaratives act. 388

M

Monuments historiques

- Régime de faveur act. 397

R

Rapports

- Cour des comptes act. 405

Rescrit fiscal

- Action de l'administration fiscale 443
- Action de l'OCDE 448
- Aide d'État 453
- Conclusion du colloque 451
- Définition 442
- Douanes 450
- Fiscalité directe 444
- Généralités 440
- Luxembourg 449
- Sécurité fiscale et « accords fiscaux préventifs » 441
- Taxe sur la valeur ajoutée 445, 446
- Union européenne 447

Retenue à la source

- Bénéfices réalisés en France par des sociétés étrangères act. 387
- Revenus de source française versés à des non-résidents act. 387

Revenus de capitaux mobiliers

- Revenus distribués act. 391

Suite de l'index page suivante >

Sommaire

VI-03
RK 11

Actualités

25 AGO 2015 page 3

Aperçu rapide, Olivier FOUQUET, L'ordre d'imputation des déficits antérieurs et des amortissements : une interprétation fondée sur l'exégèse p. 3, Aperçu rapide, Dernières actualités en matière de lutte contre la fraude fiscale p. 5, L'information en continu p. 8, Échos, communiqués et opinions p. 14, Bibliographie p. 16

Étude

page 18

- 454 *Élise GALPÉRINE* - Fiscalité des opérations de finance islamique : l'analyse du juge anglais

Commentaires

page 23

FISCALITÉ DES PERSONNES

- 455 Réduction d'impôt au titre des souscriptions en numéraire au capital d'entreprises de presse : commentaires administratifs (BOI IR-RICI-370, 24 juin 2015)
- 456 Suppression de l'avoir fiscal. Régime transitoire applicable aux revenus distribués aux personnes morales établies en France par des sociétés françaises en 2004 : survivance de l'avoir fiscal attaché à ces revenus (oui) (CE 10^e et 9^e ss-sect., 23 mars 2015) - Conclusions Édouard CRÉPEY

FISCALITÉ DES ENTREPRISES

- 457 *Patrick FUMENIER* - Déficit fiscal antérieur : imputation sur le bénéfice net établi après déduction des charges d'amortissement de l'exercice (CE plén. fisc., 10 avr. 2015) - Conclusions Vincent DAUMAS
- 458 Déclaration des sommes visées au 1 de l'article 240 du CGI. Sommes versées entre entreprises en contrepartie d'actions de formation : honoraires devant être déclarés (oui) (CE 10^e et 9^e ss-sect., 15 avr. 2015) - Conclusions Émilie BOKDAM-TOGNETTI
- 459 Réintégration au bénéfice imposable d'un profit sur le Trésor dans deux cas de rappel de TVA pour déduction injustifiée - Conclusions Benoît BOHNERT
- 460 Amendement Charasse (CGI, art. 223 B, al. 7). Détermination de la fraction des charges financières à rapporter au résultat d'ensemble du groupe (CE 10^e et 9^e ss-sect., 11 mars 2015) - Conclusions Aurélie BRETONNEAU
- 461 Loueur en meublé (rég. anc.) : appréciation du caractère professionnel de l'activité à compter des premières opérations d'exploitation (CE 8^e et 3^e ss-sect., 10 avr. 2015)

IMPÔTS LOCAUX

- 462 Limitation de la réduction prévue en faveur des aéroports aux immobilisations dévolues, non occasionnellement, au service public aéroportuaire (CE 9^e et 10^e ss-sect., 18 mars 2015) - Conclusions Frédéric ALADJIDI
- 463 Commentaires administratifs de l'exonération en faveur des très petites entreprises situées dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (BOI IF-TFB-10-160-60, 19 juin 2015)
- 464 CFE : commentaires administratifs de l'exonération en faveur des très petites entreprises situées dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (BOI IF-CFE-10-30-50-60, 19 juin 2015)
- 465 Dégrèvement pour vacance : exemple d'absence de dégrèvement en raison d'une vacance non indépendante de la volonté du contribuable (CE 8^e ss-sect., 29 avr. 2015)

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

- 466 *Arnaud MORAINÉ, Anne-Laure BENOIST* - La double imposition face au principe de neutralité, À propos de l'arrêt CJUE, 23 avr. 2015, aff. C-111/14, GST - Sarviz AG Germania (CJUE 6^e ch., 23 avr. 2015)
- 467 Exemple de schéma de fraude carrousel à la TVA (Cass. com., 9 juin 2015)

FISCALITÉ INTERNATIONALE

- 468 Convention franco-italienne du 5 octobre 1989 (art. 10, 3, b) : droit au paiement par le Trésor français d'une fraction de l'avoir fiscal attaché aux dividendes de sociétés françaises. Suppression de l'avoir fiscal : conséquences (CE 10^e et 9^e ss-sect., 23 mars 2015)

PROCÉDURES FISCALES

- 469 *Stéphane AUSTRY* - Le juge de l'impôt peut-il décider de lui-même qu'une loi n'est pas conforme à la Constitution ? (CE 9^e et 10^e ss-sect., 16 janv. 2015) - Conclusions Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON
- 470 Renvoi d'une QPC sur la responsabilité solidaire des personnes ayant recours au travail dissimulé (CE 9^e et 10^e ss-sect., 5 juin 2015) - Conclusions Émilie BOKDAM-TOGNETTI
- 471 L'information des parties sur un moyen relevé d'office doit indiquer le délai pour présenter des observations ou rappeler la date d'audience : à défaut, procédure irrégulière en l'absence d'observations écrites (CE 8^e ss-sect., 29 avr. 2015)
- 472 *Michel DOUAY* - L'absence de contrôle systématique des déclarations par les services fiscaux n'exonère pas le dirigeant, coupable de manquements graves et répétés aux obligations de sa société rendant impossible le recouvrement de sa dette, de sa responsabilité solidaire (LPF, art. L. 267) (Cass. com., 12 mai 2015)
- 473 Exemple d'engagement de la responsabilité solidaire d'un dirigeant d'une société (LPF, art. L. 267) impliquée dans une fraude carrousel à la TVA (Cass. com., 12 mai 2015)

Sommaire

VI-03
RK 11

25 AGO 2015

Actualités

page 3

Aperçu rapide, Stéphane AUSTRY, Julien SAÏAC, Le juge de l'impôt et les grandes libertés européennes : comparabilité n'est pas identité ! p. 3, L'information en continu p. 5

Étude

page 9

474 Laurent LECLERCQ, Séverine LAURATET, Rémy DJEBARA - Dividendes perçus par des fonds de pension étrangers : la fin du tunnel ?

Commentaires

page 14

FISCALITÉ DES PERSONNES

475 Plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux : commentaires définitifs de la réforme (hors abattements pour durée de détention) (BOI RPPM-PVBMI-10-10-10, 2 juill. 2015, BOI RPPM-PVBMI-20-10-20-10, 2 juill. 2015, BOI RPPM-PVBMI-20-10-20-20, 14 oct. 2014, BOI RPPM-PVBMI-40-10-10, 20 mars 2015, BOI RPPM-PVBMI-60-10, 20 mars 2015, BOI RPPM-PVBMI-30-10, 2 juill. 2015)

476 Plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux : commentaires définitifs de la réforme (abattements pour durée de détention) (BOI RPPM-PVBMI-20-20, 20 mars 2015, BOI RPPM-PVBMI-20-30, 20 mars 2015)

FISCALITÉ DES ENTREPRISES

477 Une société en liquidation judiciaire n'est pas tenue de déposer la déclaration prévue en cas de cessation d'entreprise avant l'approbation des comptes définitifs du liquidateur (CE 8^e et 3^e ss-sect., 10 avr. 2005) - Conclusions Benoît BOHNERT

478 Intégration fiscale : incidence de la mise en liquidation judiciaire d'une filiale intégrée sur le maintien de ce régime (CE 8^e et 3^e ss-sect., 10 avr. 2005)

IMPÔTS LOCAUX

479 Olivier FOUQUET - Les titres de participation des sociétés de capital-risque (CE 9^e et 10^e ss-sect., 24 juin 2015) - Conclusions Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON

480 Conditions d'assujettissement à la taxe professionnelle d'une société ayant pour objet la gestion de valeurs mobilières (CE 9^e et 10^e ss-sect., 24 juin 2015)

ENREGISTREMENT

481 L'adhésion postérieure d'un époux au contrat d'assurance vie souscrit par son conjoint ne fait pas perdre à ce contrat son antériorité (Cass. 1^{re} civ., 19 mars 2015)

RÉGIMES PARTICULIERS

482 Allard de WAAL - De quoi la gestion désintéressée d'un organisme non français est-elle le nom ? (CE 9^e et 10^e ss-sect., 22 mai 2015) - Conclusions Frédéric ALADJIDI

DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE

483 Modalités d'appréciation de la comparabilité s'agissant d'organismes sans but lucratif de droit étranger (CE 9^e et 10^e ss-sect., 22 mai 2015)

PROCÉDURES FISCALES

484 Renvoi d'une QPC sur le caractère forfaitaire des sanctions pour défaut de déclaration de comptes à l'étranger (CE 8^e et 3^e ss-sect., 17 juin 2015) - Conclusions Benoît BOHNERT

485 Renvoi d'une QPC sur l'assujettissement aux prélèvements sociaux des produits d'une assurance vie « multi-supports » lors de leur inscription au contrat (CE 8^e et 3^e ss-sect., 17 juin 2015) - Conclusions Benoît BOHNERT

486 Juge de cassation. Opposition à un pourvoi, par substitution de motifs, du motif tiré de ce que la doctrine fiscale invoquée devant les juges du fond ne pouvait l'être en raison de sa date. Obligation d'information des parties (non) (CE 9^e et 10^e ss-sect., 24 juin 2015)

487 Stéphane DETRAZ - La recevabilité de preuves provenant de documents dérobés (suites de l'affaire HSBC) (TGI Paris, 32^e ch. corr., 12 mars 2015, TGI Paris, 32^e ch. corr., 18 mai 2015)

INDEX

A

Assurance vie
- Date de souscription du contrat481

C

Cessation d'entreprise
- Régime d'imposition immédiate (CGI, art. 201)477

Conseil d'État
- Juge de cassation486

Constitution
- Question prioritaire de constitutionnalité484, 485

Crédits d'impôt
- Compétitivité et emploiact. 431

D

Droit de l'Union européenne
- Liberté de circulation des capitauxact. 429, 474, 483

Droit pénal fiscal
- Preuve487

G

Groupes de sociétés
- Périmètre478

I

Impôt sur les sociétés
- Déduction au titre des investissements productifs outre-meract. 432

Investissements outre-mer
- Investissements productifsact. 432

L

Liquidation judiciaire
- Déclaration de cessation d'entreprise477

O

Organismes sans but lucratif
- Notion de gestion désintéressée482

P

Plus-values immobilières
- Exonérationsact. 430

Plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux
- Abattements476
- Régime fiscal475

R

Rapports
- Transmission d'entreprisesact. 435

Réductions d'impôt
- Investissements productifs outre-meract. 432

S

Successions
- Champ d'application des droits481

T

Taxe professionnelle
- Champ d'application480
- Cotisation minimale479

Suite de l'index page suivante >

Sommaire

80-14
M 39

Actualités

page 4

L'information en continu p. 4, Échos, communiqués et opinions p. 12, Bibliographie p. 13

Chroniques

page 14

- 488 *Ludovic BERNARDEAU, Olivier PEIFFERT* - Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (avril/juin 2015)
489 *Jean-Marc VIÉ* - Sélection d'arrêts des cours administratives d'appel

Commentaires

page 31

FISCALITÉ DES PERSONNES

- 490 Application dans le temps de la loi du 17 mai 2013 ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe (CAA Douai, 2^e ch., 5 mars 2015)
491 L'imputation des déficits fonciers sur des revenus de même nature ne peut être refusée en cas de vente du bien qui a généré ce déficit (TA Melun, 7^e ch., 25 juin 2015)
492 Avoir fiscal, conventions fiscales internationales, droit de l'Union européenne et clause de la nation la plus favorisée (CE 3^e et 8^e ss-sect., 12 mai 2015)

FISCALITÉ DES ENTREPRISES

- 493 *Bruno SIBILLI* - Cumul du crédit d'impôt recherche et de l'exonération d'impôt sur les bénéfices au sein des pôles de compétitivité : quelle incidence de la réglementation des aides d'État ? (TA Paris, 1^{er} sect., 2^e ch., 20 mars 2015)

IMPÔTS LOCAUX

- 494 *Betty TOULEMONT, Cécile ROULLEAU* - Les taxes locales refacturées par le crédit-bailleur ne sont pas déductibles de la valeur ajoutée (CAA Versailles, 3^e ch., 31 mars 2015)
495 Commentaires administratifs de la taxe spéciale annuelle au profit de la région Île-de-France (BOI IF-AUT-130, 1^{er} juill. 2015)

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

- 496 *Sophie DORIN* - Déduction de la TVA afférente aux frais de cession de titres : nouvelles précisions (CAA Versailles, 3^e ch., 31 mars 2015) - *Conclusions Bruno COUDERT*

ENREGISTREMENT

- 497 Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules (rég. anc.) : paiement par une filiale de la société propriétaire des véhicules établie dans un département où le tarif est plus faible (non) (Cass. com., 9 juin 2015)

TAXES DIVERSES

- 498 Illégalité de la doctrine administrative qui assimile à des métaux précieux les bijoux acquis en vue d'être fondus (CE 8^e et 3^e sect., 11 mars 2015)

DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE

- 499 *Alexandre MAITROT DE LA MOTTE* - Le droit de l'Union européenne et les conventions fiscales internationales : faut-il persister à ne pas reconnaître l'existence d'une clause fiscale de la nation la plus favorisée ? (CE 3^e et 8^e ss-sect., 12 mai 2015) - *Conclusions Vincent DAUMAS*
500 Aides d'État et article 44 septies du CGI : confirmation de l'obligation de récupération de l'avantage fiscal (CJUE 9^e ch., ord., 4 déc. 2014)
501 Incidence de la réglementation des aides d'État sur le cumul du crédit d'impôt recherche et de l'exonération d'impôt sur les bénéfices au sein des pôles de compétitivité (TA Paris, 1^{er} sect., 2^e ch., 20 mars 2015)

FISCALITÉ INTERNATIONALE

- 502 Qualification au regard d'une convention fiscale des détournements de fonds commis par le dirigeant d'une société (CAA Douai, 2^e ch., 14 avr. 2015)
503 Conventions fiscales internationales, droit de l'Union européenne et clause de la nation la plus favorisée (CE 3^e et 8^e ss-sect., 12 mai 2015)



Actualités

L'information en continu p. 3, Agenda p. 9

page 3

Chroniques

- 504 *Renaud SALOMON* - Droit pénal fiscal
505 *Nicolas CHAYVIALLE* - Sélection de jugements des tribunaux administratifs

25 AGO 2015

page 11

Rapport

- 506 Comité de la TVA : nouvelles orientations découlant de la réunion du 20 octobre 2014

page 26

Commentaires

page 28

FISCALITÉ DES PERSONNES

- 507 Régime des monuments historiques : modalités de preuve de la déductibilité des charges foncières du revenu global (CE 9^e et 10^e ss-sect., 24 juin 2015) - *Conclusions Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON*
508 Prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine : assujettissement à la CSG et à la CRDS des personnes résidant en France mais ne relevant pas du régime français de sécurité sociale (non) (CE 3^e et 8^e ss-sect., 17 avr. 2015) - *Conclusions Emmanuelle CORTOT-BOUCHER*
509 Sommes versées en exécution d'un engagement de caution consenti par un dirigeant en faveur d'une filiale : exemple de non-déductibilité (CE 9^e et 10^e ss-sect., 6 juill. 2015)
510 Plus-values immobilières : confirmation de l'illégalité de l'article 74 SB de l'annexe II au CGI qui définissait pour l'année 2004 les sociétés à prépondérance immobilière (CE 9^e et 10^e ss-sect., 15 avr. 2015)

FISCALITÉ DES ENTREPRISES

- 511 *Antoine MARMIER* - Calcul du montant de la provision pour chèques-cadeaux : calcul à partir de la valeur faciale (non) ; déduction de la marge commerciale (oui) (TA Montreuil, 1^{re} ch., 1^{er} juin 2015)
512 *Daniel BOUCHER* - CIR : les sommes facturées à un donneur d'ordre doivent être déduites des bases de calcul du CIR du sous-traitant, même si elles n'ont pas été effectivement payées (CAA Versailles, 3^e ch., 30 déc. 2014)
513 *Antoine MARMIER* - Application du régime mère-fille dès lors que la participation qualifiante est conservée en définitive plus de deux ans (TA Montreuil, 1^{re} ch., 15 juin 2015)
514 Exonération des plus-values professionnelles en cas de départ à la retraite (CGI, art. 151 septies A) : prise en compte des périodes d'exercice dans une société soumise à l'IS (non) (CE 3^e et 8^e ss-sect., 19 juin 2015)
515 Non-déductibilité d'une indemnité versée à la suite d'actes de concurrence déloyale (CAA Bordeaux, 3^e ch., 1^{er} avr. 2014)
516 Exonération des plus-values des petites entreprises (CGI, art. 151 septies). Avocats : décompte du délai de cinq ans à compter de la disposition d'une clientèle personnelle (CAA Douai, 3^e ch., 22 janv. 2015)

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

- 517 Demande électronique de remboursement de TVA : le rejet pour un motif technique vaut décision implicite de rejet (CAA Versailles, 3^e ch., 28 mai 2015) - *Conclusions Bruno COUDERT*
518 Activités médicales : la fourniture à un laboratoire pharmaceutique d'un avis destiné à apprécier le bon déroulement d'essais cliniques n'est pas une prestation de soins exonérée (CE 3^e et 8^e ss-sect., 2 avr. 2015)

TAXES DIVERSES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES

- 519 *Antoine MARMIER* - La contribution pour une pêche durable s'appliquait aux saumons et n'était pas discriminatoire (TA Montreuil, 1^{re} ch., 7 juill. 2015)

RÉGIMES PARTICULIERS

- 520 Association culturelle : assujettissement aux impôts commerciaux (oui en l'espèce) ; amende au titre de la délivrance de reçus fiscaux (non) (TA Montreuil, 10^e ch., 7 avr. 2015) - *Conclusions Emmanuelle TOPIN*
521 Commentaires administratifs des derniers aménagements de l'exonération d'impôt sur les bénéfices en ZFU-TE (BOI BIC-CHAMP-80-10-30, 1^{er} juill. 2015, BOI FORM-000032, 1^{er} juill. 2015)
522 Entreprises nouvelles créées dans les ZAFR : commentaires administratifs des aménagements apportés à l'exonération d'impôt sur les bénéfices (BOI BIC-CHAMP-80-10-10-10, 3 juin 2015, BOI BIC-CHAMP-80-10-10-30, 3 juin 2015)

- 523 Précisions administratives sur l'abattement sur les bénéfices réalisés outre-mer dans une ZFA (CGI, art. 44 quaterdecies) (BOI BIC-CHAMP-80-10-80, 1^{er} juill. 2015)
- 524 Sociétés créées pour reprendre une entreprise industrielle en difficulté (CGI, art. 44 septies) : commentaires administratifs des aménagements apportés à l'exonération d'IS (BOI IS-GEO-20-10-30-20, 3 juin 2015, BOI IS-GEO-20-10-30-30, 3 juin 2015)

FISCALITÉ INTERNATIONALE

- 525 Emmanuelle TOPIN - Exemple d'application de l'article 13 du Protocole sur les privilèges et immunités de l'UE pour la domiciliation fiscale du conjoint d'un agent de la BEI (TA Montreuil, 10^e ch., 17 févr. 2015)

PROCÉDURES FISCALES

- 526 Nicolas de BOYNES - Les sociétés holding face au grief d'abus de droit (CE 9^e et 10^e ss-sect., 11 mai 2015) - Conclusions Émilie BOKDAM-TOGNETTI
- 527 Gilbert LADREYT - Réclamations portant sur les retenues à la source : le délai abrégé de l'article R.* 196-1, deuxième alinéa b) du LPF aurait-il, dans sa hâte, pris un raccourci avec les règles du Traité UE ? (CAA Versailles, 6^e ch., 12 mars 2015)

INDEX

A

- Abus de droit**
- Avoir fiscal526
- Régime mère-fille526

- Aides d'État**
- Article 44 septies du CGIact. 465
- Contribution au service public de l'électricitéact. 464

- Assistance administrative internationale**
- Échanges automatiques d'informationsact. 459

B

- Bénéfices non commerciaux**
- Dépenses professionnelles515

C

- Chroniques**
- Droit pénal fiscal504
- Sélection de jugements des tribunaux administratifs505

- Comité de la TVA**
- Orientations506

- Contribution au service public de l'électricité**
- Aide d'Étatact. 464

- Contribution pour une pêche durable**
- Champ d'application519

- Crédits d'impôt**
- Corseact. 460
- Recherche512

D

- Domicile fiscal**
- Privilèges et immunités de l'UE525

- Donations**
- Exonérationsact. 463

- Droit de l'Union européenne**
- Liberté de circulation des capitauxact. 463

Droit pénal fiscal

- Jurisprudence de la Cour de cassation504

E

- Entreprises nouvelles (CGI, art. 44 sexies)**
- Exonérations522

I

- Impôt sur les sociétés**524
- Régime des sociétés mères513

M

- Monuments historiques**
- Charges foncières507

O

- Organismes sans but lucratif**
- Association culturelle520

P

- Plus-values (BIC)**
- Exonérations514

- Plus-values (BNC)**
- Exonérations516

- Plus-values immobilières**
- Champ d'application510

- Prélèvements sociaux**
- Personnes résidant en France ...508

- Projets**
- Loi relative à la transition énergétique pour la croissance verteact. 466

- Provisions**
- Provisions pour charges511

R

- Rapports**
- Lisibilité des prélèvements et architecture financière des régimes sociauxact. 468

- Mise en oeuvre des lois de financesact. 467

- Réclamation au service des impôts**
- Délai527

- Réductions d'impôt**
- Investissements outre-mer dans la rénovation hôtelièreact. 458

- Souscriptions en numéraire au capital d'entreprises de presseact. 457

- Rémunérations des dirigeants de sociétés**
- Prise en charge du passif social (IR)509

- Revenu global**
- Charges déductibles507

- Revenus de capitaux mobiliers**
- Déclarations des opérations sur valeurs mobilières et de paiement de revenus mobiliersact. 459

S

- Successions**
- Exonérationsact. 463

T

- Taxe sur la valeur ajoutée**518
- Remboursement517

- Taux réduit de 10 %act. 461
- Taux réduit de 5,5 %act. 462

Z

- Zones d'aides à finalité régionale (ZAFR)**

- Entreprises nouvelles (CGI, art. 44 sexies)522

- Zones franches d'activité (ZFA)**
- Abattement (CGI, art. 44 quaterdecies)523

- Zones franches urbaines**
- Exonération d'impôt sur les bénéfices521